

PREFET DU LOIRET

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

A Orléans, le 6 novembre 2015

Unité territoriale du Loiret

Installations classées

Société SIDESUP

Commune d'ENGENVILLE

**Proposition d'un arrêté préfectoral
complémentaire de mise à jour des
prescriptions applicables**

Rapport de l'inspection des installations classées

Par courrier du 6 mars 2014, le directeur de la société SIDESUP sollicite une révision des valeurs limites d'émissions de ses rejets dans l'environnement, en application de la directive IED.

Par ailleurs, dans le double cadre du respect des valeurs de rejet aqueux dans le milieu et de la préservation de la ressource, l'exploitant travaille à une ré-utilisation des eaux pluviales et de ses eaux industrielles dans son process.

Enfin, lors d'un contrôle, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'une cuve d'oxygène non déclarée pour laquelle il convient d'encadrer l'exploitation.

I – Présentation de l'établissement

La Société SIDESUP a été autorisée à exploiter une usine de déshydratation de pulpes de betteraves, sur le territoire de la commune d'ENGENVILLE, par arrêté préfectoral du 6 juillet 1990.

Les prescriptions techniques de cet arrêté ont été modifiées par arrêtés préfectoraux complémentaires des 26 mars 2007 (augmentation de la production) et 8 janvier 2010 (développement d'une production de granulés bois).

La situation administrative des activités exploitées sur le site est la suivante :

Rubrique et alinéa		Clt	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère		Volume	
3642	2	A	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus uniquement de matières premières végétales.	Capacité de production de produits finis	> 300	t/j	600	t/j
2260	1	A	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail. Traitement et transformation destinés à la fabrication de produits alimentaires pour bétail d'une capacité de production de produits finis supérieure à 300 t/j.	Capacité de production de produits finis	> 300	t/j	600	t/j
2260	2a	A	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail. Autres installations que celles visées au 1 ; la puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW.	Puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation	> 500	kW	3 932	kW
2910	A1	A	Installation de combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771 ; la puissance thermique nominale de l'installation étant supérieure à 20 MW.	Puissance installée totale	≥ 20	MW	48,6 ⁽¹⁾	MW
2160	1a	E	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable : en silos plats, le volume total de stockage étant supérieur à 15 000 m ³ .	Volume total de stockage	> 15 000	m ³	56 307	m ³

Rubrique et alinéa		Clt	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère		Volume	
1532	3	D	Bois sec ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume stocké étant supérieure à 1 000 m ³ , mais inférieure ou égale à 20 000 m ³ .	Le volume susceptible d'être stocké	> 1 000 ≤ 20 000	m ³	20 000	m ³
4725	2	D	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7)	Quantité totale : 4 bouteilles de 10,6 m ³ 1 cuve de 12 tonnes	≥ 2 < 200	t	12,1	t

(1) dont 19 MW utilisant du combustible autre que gaz naturel

A : Autorisation E : Enregistrement D : Déclaration NC : non classable

La puissance des installations de combustion utilisant un combustible autre que le gaz naturel étant inférieure à 20 MW, la société SIDESUP n'est plus soumise à l'obligation de constitution de garanties financières.

II – Demande de modification présentée par l'exploitant

L'arrêté du 8 janvier 2010 définit des valeurs limites d'émission dans l'environnement, et en particulier dans l'atmosphère. Ces valeurs ont été déterminées en s'appuyant sur différents textes réglementaires rattachés à l'activité mais non dédiés à cette dernière.

Or, le retour d'expérience concernant ce type d'industrie démontre qu'il convient de prendre en compte les spécificités de l'activité de déshydratation (luzerne, pulpe de betteraves, bois). Il s'agit donc de définir de nouvelles VLE relatives aux émissions de la société SIDESUP et à la lecture de ce retour d'expérience, conformément à la doctrine nationale rappelée par le Ministère en charge de l'Écologie.

En complément, la société SIDESUP a fait réaliser une étude de l'évaluation de l'impact chronique des rejets atmosphériques de ses installations, dans leur configuration actuelle, sur la santé des populations avoisinantes du site, en considérant les mesures à l'émission réalisées en fonctionnement normal.

Les conclusions de cette étude soulignent, selon les informations et les connaissances techniques disponibles au moment de la réalisation de l'étude, que les niveaux de risques sanitaires liés aux émissions atmosphériques du site sont acceptables.

III – Examen de la demande et propositions de l'inspection

L'étude des risques sanitaires remise au second semestre 2014 conforte l'exploitant dans sa demande de révision des valeurs limites d'émission.

L'analyse de cette étude amène l'inspection à proposer de modifier les prescriptions relatives aux VLE de la manière suivante :

- les concentrations seront mesurées sur gaz humides, à une teneur en O₂ de fonctionnement ;
- l'évolution des VLE est reprise dans les tableaux ci-dessous :

Combustibles	Produits	Polluants – VLE (mg/Nm ³)						
		O ₂	NOx	SO ₂	Poussières	HAP	Dioxines & furannes	COVNM
Gaz naturel	Pulpe	14 %	70	35	200	s.o	s.o	110
	Luzerne	17 %	70	35	200	s.o	s.o	110
	Bois	16,5 %	70	35	100	s.o	s.o	110
Biomasse	Pulpe	19 %	70	35	200	0,1	1*10 ⁻⁷	110
	Luzerne	19 %	70	35	200	0,1	1*10 ⁻⁷	110
	Bois	19 %	70	35	100	0,1	1*10 ⁻⁷	110

IV – Étude préalable portant sur l'impact économique et social visant à établir un plan d'actions de réduction temporaire des émissions atmosphériques en cas d'épisode de pollution de l'air

La gestion des épisodes de pollution atmosphérique fait l'objet d'un arrêté du Ministère en charge de l'environnement en date du 26 mars 2014, relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant, et d'une instruction interministérielle d'application, en date du 24 septembre 2014, propose un cadre national homogène qui permet d'harmoniser les pratiques préfectorales en cas d'épisodes de pollution.

Ces textes prévoient que, lors des épisodes de pollution atmosphérique, les préfets de département informent la population (et notamment des personnes les plus sensibles à la pollution), diffusent des recommandations sanitaires et comportementales et prennent des mesures visant à réduire les émissions polluantes.

Lorsque des niveaux élevés de pollution sont constatés ou prévus sur plusieurs jours, des mesures supplémentaires ou plus fortes sont engagées, ceci afin de permettre une riposte graduée à la pollution.

L'information des préfets sur l'existence ou la prévision d'un épisode de pollution est faite quotidiennement par LIG'AIR, lorsque l'association constate ou prévoit des niveaux en polluant dépassant des seuils réglementaires. La préfecture procède alors à la diffusion des messages d'information et de recommandation ou des messages d'alerte aux acteurs concernés, dont les principaux émetteurs industriels identifiés.

L'instruction interministérielle en date du 24 septembre 2014 prévoit que soit prescrit, par arrêté préfectoral complémentaire, aux sites recensés comme étant les principaux émetteurs la réalisation d'une étude portant sur l'impact économique, social et technique, mentionnée en annexe de l'arrêté ministériel du 26 mars 2014 afin que l'exploitant propose des mesures à mettre en œuvre en cas de dépassement du seuil d'information et de recommandation ou du seuil d'alerte.

Compte tenu de ses émissions atmosphériques en poussières déclarées au titre de l'année 2013 et de l'année 2014, la société SIDESUP est visée par l'instruction interministérielle en date du 24 septembre 2014 et doit réaliser l'étude portant sur l'impact économique, social et technique, mentionnée en annexe de l'arrêté ministériel du 26 mars 2014 pour ce qui concerne ses émissions de poussières.

Suite aux conclusions de cette étude, et après analyse par l'inspection des installations classées, des mesures de réduction des émissions pourront être prescrites par arrêté complémentaire, pour être engagées en cas d'épisode de pollution.

L'étude préalable portant sur l'impact économique et social visant à établir un plan d'actions de réduction temporaire des émissions atmosphériques en cas d'épisode de pollution de l'air a fait l'objet de l'ajout d'une prescription reprise à l'article 3.2.6 du projet de prescriptions joint au présent rapport.

V – Examen de la proposition relative à la gestion des eaux

L'arrêté du 8 janvier 2010 définit les caractéristiques de l'ensemble des rejets aqueux dont l'exutoire se présente sous la forme de deux bassins d'infiltration.

Dans le cadre d'une meilleure gestion de la ressource et pour solutionner la problématique relative à l'excès de matières en suspension dans ses rejets aqueux, l'exploitant propose de ré-injecter ses eaux industrielles et de ruissellement dans son process.

Pour ce faire, l'exploitant propose d'étanchéifier les deux bassins d'infiltration. Cette organisation permettrait de réduire de manière conséquente les prélèvements en eau, aujourd'hui estimés à 6 000 m³ par an.

L'inspection est favorable à cette orientation. Toutefois, la proposition de prescriptions maintient la définition de caractéristiques des rejets pour les cas où l'exploitant devrait évacuer un trop plein d'effluents, des eaux d'extinction incendie, etc...

VI – Proposition de prescriptions encadrant l'exploitation du stockage d'oxygène

Lors d'un contrôle, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un stockage d'oxygène non déclaré.

L'inspection des installations classées propose de régulariser cette installation en :

- demandant à l'exploitant de transmettre à M. le Préfet du Loiret, une description de cette installation ;
- imposant les prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 modifié, relatif aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725 (oxygène).

Conclusion

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du Loiret :

- de répondre de manière satisfaisante à la demande de l'exploitant, concernant la révision des valeurs limites d'émission à l'atmosphère ;
- de demander une étude préalable visant à établir un plan d'actions de réduction temporaire des émissions atmosphériques en cas d'épisode de pollution de l'air ;
- de répondre de manière satisfaisante à la demande de l'exploitant concernant l'amélioration du traitement des eaux pluviales et industrielles (cyclonage) ;
- de régulariser le stockage d'oxygène.

Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport est rédigé dans ce sens, conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement.

Ce projet d'arrêté doit être soumis aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques auxquels nous proposons d'émettre un avis favorable.

Copie à : DREAL/SEIR

L'inspecteur de l'environnement

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à monsieur le préfet
de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret,
Direction Départementale de la Protection des
Populations – Sécurité de l'Environnement Industriel

Pour le directeur,

Signé